

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA  
POLICE NATIONALE

CADRE RÉSERVÉ À L'EXAMINATEUR

NOTE 18,8

Session du 17/03/2017

Intercalaires: 2

Pour la Commission de Surveillance  
(Deux Membres)

CONCOURS

pour l'accès aux fonctions de Gardien de la paix

Extérie - Affectation Nationale

Epreuves de Résolution d'un cas pratique

(68)

SS

## Cas pratique n° 1.

Gardien de la paix en patrouille avec deux adjoints de sécurité (ADS), l'équipe est requise par le CIC (Centre d'information et de commandement) pour intervenir pour un tapage, signalé par un appel d'urgence. Des cris provenant du domicile, on aperçoit un homme exerçant des violences

contre une femme.

L'équipage de police secours est amené à apporter une réponse appropriée dans la mesure où on constate en France, le décès d'une femme mourant tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Les enjeux de l'intervention sont potentiellement délicats : l'équipage pourra être confronté à de la violence et aussi à gérer une situation sociale et humaine difficile autour de la question des enfants qui peuvent assister aux scènes de violence. Il consistera d'agir en deux temps, préparer les équipes au contexte opérationnel (I) et mener l'opération à proprement dite (II).

### I - la réaction à la situation

L'équipage ayant été contacté par le CIC pour un tapage, il convient dans un premier temps de contacter le CIC pour l'avis de la requalification des faits et de la détermination en flagrant délit de violences conjugales. Après avoir reçu les instructions du CIC et obtenu la confirmation pour intervenir, il est nécessaire de rassembler les ADS dont les gardiens de la paix sont les supérieurs hiérarchiques pour informer des priorités : mettre fin aux violences, entourer l'individu pour le maîtriser le cas échéant, puis gérer la situation dans un contexte social.

### II - le déroulement opérationnel de l'intervention

Après avoir frappé et pénétré dans le domicile, il convient d'appréhender l'auteur des violences suite au constat du flagrant délit de violence et conformément aux instructions du CIC, il sera nécessaire d'attendre l'arrivée de police judiciaire qui seul, peut

ordonner le placement en garde à vue, ou selon ses instructions ou celles du C.I.C. présenter l'individu devant lui.

Suite à l'interpellation, il conviendra d'entendre la famille, la victime et ses enfants en contactant les services d'urgences et de secours, il sera également bénéfique de rapprocher la victime d'une cellule psychologique.

Enfin, il conviendra de prendre sa déposition et celles des témoins, soirs du domicile pour constituer le début de la réponse pénale tout en ayant préalablement contacté le procureur via O.S.

#### Suite du Cas pratique n°12

Dans de sa déposition, la victime nous informe vouloir activer sa plainte contre son mari. Il conviendra de l'informer au le doit positif pour qu'elle comprenne tous les enjeux de son affaire.

Il est possible et nécessaire de lui indiquer que le retrait de la plainte n'éteint pas l'action publique. En effet l'action publique est la prérogative du ministère public.

Il conviendra de la rassurer en précisant que sa plainte ne signifie pas nécessairement l'incarcération de son conjoint mais que l'acte produit est une infraction qui appelle une réponse pénale.

Pour lutter contre les violences conjugales, des dispositifs ont été mis en place et doivent être connus de la victime. Cette dernière dispose d'un numéro d'appel (3919), peut se rapprocher de certaines associations ("Solidarité Femmes" ou "Infos Femmes" par exemple). Elle peut également demander à être équipée d'un "téléphone grand danger" ou demander une injonction d'éloignement. Enfin elle peut bénéficier d'un hébergement d'urgence si elle sent que sa vie est en danger.

## Cas pratique n° 2

Dans le cadre du plan vigipirate, une procédure a été déterminée pour traiter des "colis suspects" et éviter tout risques pour la sécurité publique. Suite à la découverte d'un tel "colis", mon supérieur hiérarchique m'ordonne d'ouvrir ce dernier.

I. Suite à un ordre manifestement illégal, il est nécessaire de faire preuve de discernement

Si par principe le policier est soumis à un devoir de loyauté impliquant un respect de la chaîne hiérarchique, il a également un devoir de discernement lorsque il estime que l'ordre est illégal comme en dispose le Code de déontologie de 2014. Face à un tel ordre, il est nécessaire de demander une confirmation à l'écrit par le supérieur après lui avoir fait part du refus. S'il persiste avec cet ordre, il faut partir à s'inscrire car il n'exerce pas de la responsabilité de l'agent. Sur le plan opérationnel, il est logique d'expliquer le refus dans un tout premier temps en raison de la méconnaissance de la procédure imposée par le plan vigipirate.

II. La découverte d'un colis suspect est soumise à une procédure stricte

Dans un premier temps consécutif à la découverte du "colis", il est nécessaire d'établir un périmètre de sécurité et d'évacuer la zone. Il sera nécessaire, dans l'optique où suite à un premier appel pour identifier le "colis", personne ne s'est manifesté, de contacter les services de déminages qui sont les seuls à être compétents sur cet enjeu, et qui peuvent procéder à la destruction du colis.

### Cas pratique n° 3

Dans le cadre d'un flagrant délit, le rôle du policier est d'interpeller son auteur en vue de le présenter à l'OPS puis de le cofrater à l'action publique. Dans le cas présent, il est question d'interpeller un individu suite au signalement d'un citoyen.

#### I. Les faits constatés

Selon le régime du flagrant délit inscrite à l'article 53 du Code pénal, le flagrant délit est constitué suite à la découverte de l'infraction dans un temps très voisin de sa commission. d'article 73 du même Code quant à lui dispose que tout citoyen a compétence pour procéder à l'interpellation dans le contexte du flagrant délit. Dans le cas présent, le délit de vol est constitué en raison de la perception dans un lieu d'habitation par ruse et effraction. De même, il conviendra de procéder à l'interpellation de l'individu qui en plus de répondre au signalement du témoin adopte un comportement particulièrement suspect en tentant d'échapper au contrôle de patrouille.

#### II. La situation opérationnelle face au suspect

Suite à l'appel du C.I.C. notre équipage doit intervenir sur le flagrant délit et procéder à l'arrestation du suspect. En tant que gardien de la paix stagiaire, je suis dans l'obligation de me conformer aux instructions de mes supérieurs hiérarchiques, gardiens de la paix ou gradés. Suite à l'interpellation il conviendra potentiellement d'enlancer l'individu à l'aide de menottes s'il présente un caractère dangereux ou s'il est susceptible de vouloir fuir ce que laisse présager son comportement. Il sera en outre nécessaire de revenir sur les lieux de l'infraction à des fins de constatations et de sécurisation des lieux ainsi que l'information des propriétaires voisins.

Il sera également important de recueillir les coordonnées du témoin qui pourra être convoqué devant l'OPS pour témoigner. A la suite de l'interpellation, le suspect sera amené devant l'OPS qui a seul compétence pour décider d'une mesure de garde à vue et d'informer le procureur des faits et de la mise en place de mesures coercitives.

#### Cas pratique n° 4

Le fonctionnaire de police est soumis au strict respect d'obligations déontologiques qui conduisent ses actions pendant sa prise de fonction mais également dans sa vie de tous les jours.

Suite à une intervention de police sans suites, et après avoir bien pris soin de s'entendre individuellement avec les deux individus impliqués dans une bagarre pour être sûr de l'intégrité de leur consentement, le CIC informé indique à notre équipage que l'intervention n'ira pas plus loin. Pourtant, le gérant d'un établissement de nuit me propose de travailler pour lui en tant que "videurs", payé en liquide avec des avantages en nature si je parviens à faire annuler des conventions.

Il me demande de réussir de rester discret sur sa proposition.

I - Le fonctionnaire de police est soumis à plusieurs obligations déontologiques

La proposition du gérant appelle un strict refus au regard du nombre d'obligations déontologiques qu'il viole. En premier lieu, il y a violation de l'obligation de probité à plusieurs titres car la proposition s'attache à la condition de police qui par ses attributions permet d'obtenir des bénéfices au gérant. Surtout, il est immoral pour le policier de se lier à des manœuvres qu'il sait clandestines, et généralement condamnables.

En second lieu, cette proposition va à l'encontre du principe de non cumul d'activité. Le policier ne peut avoir de second emploi car il se consacre à sa mission.

II - la proposition du gérant sera susceptible de provoquer plusieurs conséquences

la tentative de corruption sur un agent dépositaire de l'autorité publique est une infraction punie par l'article 433.1 du Code pénal. Potentiellement la découverte de ces faits par son supérieur hiérarchique peut conduire à l'ouverture d'une enquête après la présentation des faits au procureur. En plus de révéler une tentative de corruption, l'enquête peut en outre porter sur une infraction au Code du travail notamment concernant le travail dissimulé. Le fait que le gérant propose un paiement en liquide et demande une certaine discrétion laisse supposer en effet la violation des dispositions du Code du travail. Auquel cas, il faudra apporter une réponse policière et judiciaire face à cette situation.

### Cas pratique n° 5

II - le dispositif du quartier de reconquête républicaine (QRR)

Le quartier de reconquête républicaine est un dispositif qui intervient dans le cadre de la nouvelle doctrine d'emploi de la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ). L'objectif est de créer sixante QRR d'ici à 2020 pour répondre aux enjeux de sécurité au plus proche du terrain. En effet, les QRR ont vocation à définir des zones où les problématiques de sécurité et sociale sont préoccupantes. Dès lors par une approche transversale et en s'appuyant sur une pluralité de partenaires, ainsi qu'un personnel plus élevé, il est nécessaire de répondre à l'appel de la population sur des axes bien identifiés : "cœurs" urbains, occupations de hall d'immeubles, activités clandestines et économie souterraine. Le dispositif vise ainsi à compléter les zones de sécurité publique

(ZSP) qui répondent à d'autres enjeux.

III. Face au trafic de stupéfiant, l'approche transversale et coopérative est nécessaire pour combattre cette criminalité

Aujourd'hui le trafic de stupéfiant est particulièrement prévalant dans les grands ensembles gérés par les bailleurs sociaux, c'est à dire les cités ou HLM. La coopération permise par la doctrine PSQ est particulièrement pertinente à plusieurs titre.

D'abord car la police est le pilote du dispositif ce qui permet de diriger les partenariats entre tous les acteurs des QRR dans une logique de coordination et d'efficacité.

Ensuite car le bailleur social est responsable de la sécurité matérielle et des conditions de vie des habitants. En faisant en sorte que le bailleur social effectue des réparations d'un équipement propre à l'immobilier par exemple, cela montre que l'Etat est toujours présent sur le territoire. Ainsi la Police comme primo intervenante peut repérer certaines défaillances sécuritaires et en faire part au bailleur social pour y remédier, notamment dans un problème d'éclairage par exemple.